

Esquisses

VOL. I

SEMAINE DU 26 FEVRIER 2007

N°6

Campagne électorale passionnante en vue

ALEX S. HALME

La 38^e élection générale vers l'Assemblée nationale du Québec a enfin été déclenchée mercredi, et quel moment palpitant pour les fans de politique comme moi! C'est d'ailleurs une occasion en or pour s'intéresser à la politique provinciale et pour exercer son droit de vote. Lors de la dissolution du parlement,

on comptait 72 députés libéraux, qui formaient un gouvernement majoritaire depuis avril 2003, 45 députés péquistes et cinq députés de l'Action démocratique du Québec. Cependant, c'est difficile de prévoir comment le prochain parlement sera composé: le gouvernement sera-t-il minoritaire ou majoritaire; sera-t-il

libéral, adéquiste ou péquiste? Toutes ces questions restent en suspens jusqu'au 26 mars et la campagne s'annonce des plus passionnantes. Je propose donc une petite tournée des enjeux de la prochaine campagne électorale provinciale.

VOIR ÉLECTIONS – PAGE 4

Tous sont égaux, certains le sont plus que d'autres

RÉMI DION

On en aura vu de toutes les sortes, du kirpan au hijab, en passant par les centres sportifs aux vitres givrées. Les accommodements raisonnables semblent ne plus accommoder personne et être de moins en moins raisonnables. Que se passe-t-il? Alors que les médias donnent une ampleur peu commune au débat, que les partis politiques « prient » pour qu'on en parle plus, que les minorités dénoncent leurs droits bafoués et que les Québécois « de souche » se voient brimés et offensés, rien ne va plus, tout le monde, de son côté, cri à l'injustice. Voici donc le portrait d'une société déchirée.

VOIR SOCIÉTÉ – PAGE 5

Pour un dégel des frais de scolarité



Manifestation étudiante lors de la grève générale illimitée de 2005, au Québec.
www.wikidepia.org

MATHIEU SAINDON

Récemment, les libéraux laissaient planer l'idée d'un dégel des frais de scolarité. Il n'en fallait pas moins pour que certaines associations étudiantes réagissent avec véhémence tout en prônant le maintien du gel.

Arrivés au pouvoir en 2003, les libéraux de Jean Charest s'étaient engagés à ne pas augmenter la contribution financière des étudiants fréquentant l'université. Cette promesse fut bel et bien respectée. Or, maintenant que le mandat du présent gouvernement prend fin, les libéraux mise-

ront vraisemblablement, lors de la campagne qui s'amorce, sur l'engagement de dégeler progressivement les frais de scolarité; une mesure applaudie par la *Commission jeunesse* du parti qui, depuis deux ans déjà, qualifiait la situation d'intenable. Il faut savoir que ce gel des frais, en vigueur depuis 1994, ne fait que renforcer le mythe de la nécessité que les coûts d'accès à l'université soient universels. Dans cette dernière optique, l'État subventionne chaque étudiant de la même manière, sans aucune considération à l'égard du statut social. Pourtant, les étudiants issus de la classe moyenne pourraient relativement aisément assumer une hausse, tandis que les moins nantis – beaucoup moins nombreux – auraient droit à une baisse substantielle. On parlerait alors d'un financement beaucoup plus équitable et juste.

VOIR DÉGEL – PAGE 7

ENVIRONNEMENT

Le CRLA dans l'aventure Cégep vert

PHILIPPE JOLY

Depuis 2005, le Cégep régional de Lanaudière à L'assomption (CRLA) est entré dans l'aventure Cégep vert du Québec. C'est Josiane Cormier, étudiante en Sciences de la Nature jusqu'à l'hiver 2006, qui lançait le mouvement dans notre institution. À l'aide d'autres personnes, notamment Stewart Johnson, toujours présent et très actif dans le projet, elle donna l'impulsion à ce qui allait devenir le Comité d'action Environnement (CACE), la structure administrative, rassemblant étudiants, enseignants, cadres, professionnels, employés de soutien et représentants de la cafétéria, qui coordonne les actions dans le cadre de Cégep vert. Aujourd'hui grâce aux efforts du CACE, le CRLA est maintenant accrédité de la mention Cégep Vert niveau 1.

Qu'est-ce que Cégep Vert?

Cégep Vert est l'initiative d'ENVironnement JEUnesse (ENJEU), un groupe rassemblant, depuis 1979, de jeunes environnementalistes chevronnés. En automne 2004, ENJEU décide de concevoir une certification environnementale spécifique au milieu collégiale qui unirait l'éducation relative à l'environnement à la gestion écologique de l'établissement. L'institution collégiale se révèle idéale pour mettre en place un tel programme; d'abord en raison du bon rapport entre le nombre important d'étudiants de niveau collégial et taille raisonnable de la population étudiante par établissement (en moyenne 1000-4000, avec quelques exceptions comme le Cégep d'Ahuntsic avec ses 10000 étudiants), ensuite, pour la facilité de communication avec la direction et les autres groupes d'employés dans ces institutions, et

finalement, car les collèges bénéficient à de jeunes citoyens en pleine découverte de l'exercice démocratique et de l'engagement social.

Depuis plus de deux ans, 14 collèges, privés et publics, se sont joints au programme d'ENJEU. Sachant que la Fédération des cégeps regroupe 48 collèges publics, il est intéressant de constater que le CRLA est donc parmi les premiers à s'être engagé dans ce processus.



Le CACE

Dans chaque collège participant à Cégep Vert, un CACE, Comité d'action et de concertation en environnement, est chargé de veiller à l'application de la politique

environnementale, d'établir un plan d'action annuel découlant du bilan environnemental, de mettre sur pied des actions ayant pour but la valorisation du développement durable, d'assurer le lien entre les actions initiées par les différentes instances en matière d'environnement et de faire connaître les engagements pris dans le cadre du projet de cégep vert. Il réunit étudiants, enseignants, professionnels et membres de la direction. Comme son nom l'indique, le CACE est une structure administrative visant la concertation, la bonne entente, entre chaque groupe d'intervenants du cégep afin que puissent se mettre en place des actions responsables et durables. Au CRLA, nous avons la chance de bénéficier, en plus du CACE, du Comité d'action social (CAS) qui est aussi très actif en matière d'environnement. Alors que le CACE entreprend des processus plus lents et plus complexes impliquant des décisions d'ordre administratives, le CAS rassemblant des étudiants dynamiques est plus flexible et peut agir plus rapidement et plus directement auprès de la population étudiante.

Les niveaux

Cégep vert est une certification qui s'établit en quatre niveaux (1, 2, 3 et Excellence). Le collège participant doit donc procéder par étapes afin d'être conforme au programme d'ENJEU. Voici sous la forme de tableaux, la progression prévue des cégeps membres du projet. S'ajoutent aux tâches décrites dans le tableau ci-dessous, des activités de sensibilisation et des formations relatives à l'environnement obligatoires.

Tâches principales de chacun des Niveaux de la certification Cégep Vert du Québec

Niveau 1	Niveau 2
1) Former un CACE 2) Rédiger (et adopter) une politique environnementale	1) dresser un bilan environnemental 2) Élaborer un plan d'action hiérarchisé en réponse au bilan en amorcer l'application.
Niveau 3	Niveau Excellence
1) Créer un fonds environnemental d'intervention 2) Dresser un bilan annuel et appliquer le principe d'amélioration continue	1) Continuer à dresser un bilan annuel (audit) et d'appliquer le principe d'amélioration continue à chaque année subséquente.

Les défis du Cégep régional de Lanaudière

Le principal défi de notre institution collégiale réside dans sa structure régionale. Le « monstre à quatre têtes » (les constituants de L'Assomption, de Joliette, de Terrebonne et le centre administratif à Repentigny), comme certains se plaisent à le dire, rend difficile la mise en place d'actions écologiques concertées auprès de l'ensemble des instances concernées. Bien que le constituant de L'Assomption ait reçu l'accréditation Cégep Vert niveau 1, le CRLA ne constitue pas une entité juridique véritable en vertu de la *Loi sur les collèges d'enseignement général et professionnel*. Ainsi, il faudra que les démarches dans le cadre du programme d'ENJEU se fassent à l'échelle régionale et ce, avant l'atteinte du niveau 2. Certaines mesures ont déjà été prises telles la mise en

place d'un comité de coordination régional et la création de CACE dans les constituants de Terrebonne et Joliette. Le financement de Cégep Vert sera aussi source de nombreuses discussions au sein du cégep régional. En effet, dès cette année, les membres des différents CACE sont à la recherche de fonds afin de réaliser le Bilan environnemental des quatre bâtiments. Cette opération nécessite l'emploi temporaire (certains suggèrent cependant d'en prolonger le mandat) d'un technicien en environnement qui comptabiliserait l'ensemble des dépenses énergétiques et hydriques de l'établissement, analyserait la gestion des matières résiduelles et noterait toute autre activité significative des usages affectant l'environnement. C'est donc plusieurs milliers de dollars qu'il faut assembler afin de constituer un fonds vert

indépendant qui saura assurer la pérennité du projet. Afin de refléter l'aspect rassembleur de ce dernier, le fonds devrait, idéalement, être alimenté équitablement par tous les groupes principaux d'utilisateurs de l'institution collégiale : étudiants, enseignants, cadres et membres du personnels de soutien. D'autres défis attendent les membres du CACE. Il est, entre autres, urgent de faire une sensibilisation accrue auprès des étudiants afin de clarifier la façon dont s'opère la gestion des matières résiduelles. Un travail de pédagogie est essentiel afin d'expliquer le nouveau système de recyclage au Cégep. À plus long terme, le Comité devra se chercher des solutions alternatives plus écologiques aux assiettes polystyrène à la cafétéria. Mais d'ici là, sachez qu'il vous est toujours possible d'apporter votre propre assiette réutilisable!

ÉLECTIONS

Campagne électorale passionnante en vue

— SUITE DE LA UNE —

ALEX S. HALME

Les libéraux de Jean J. Charest, après avoir touché le fond du baril au milieu de leur dernier mandat, ont aujourd'hui – selon les plus récents sondages – le plus d'appuis dans la population et ont donc une mince avance sur le Parti québécois. Le premier ministre pourra notamment vanter des réalisations majeures en ce qui a trait aux relations entre le fédéral et le provincial, grâce à une nouvelle ère de collaboration Québec-Ottawa qui semble s'être installée depuis l'arrivée de Stephen Harper au 24 Sussex. Jean Charest mettra également sur les réalisations de son parti en ce qui a trait à la santé, où beaucoup d'argent neuf a

été injecté sous la direction du ministre Philippe Couillard. Cependant, les libéraux pourraient être écorchés par leurs adversaires sur la question de la réduction du fardeau fiscal qui n'a pas été réalisée au même niveau que ce qui avait été promis. Certains projets de lois controversés (celui sur le Mont-Orford par exemple) adoptés à la vapeur pourraient également raviver de mauvais souvenirs chez certains électeurs. Le chef libéral, reconnu comme un excellent « debator », sera à observer pendant la campagne. Le PLQ a toujours comme priorité première la santé, suivie de l'éducation.

En novembre 2005, après l'élection d'André Boisclair à la tête du Parti québécois, ce dernier semblait susciter l'intérêt de nombreux Québécois et montrait tous les signes d'un parti qui allait reprendre le pouvoir rapidement. Cependant, l'année 2006, après les bourdes multipliées du chef et les nombreux départs de députés-clefs, a su affaiblir suffisamment le parti pour qu'il ne puisse plus nécessairement aspirer à former le prochain gouvernement. André Boisclair aura donc comme rôle de rallier les militants souverainistes derrière lui pour gagner de la crédibilité auprès des Québécois et de bien savoir doser souveraineté et éducation, la priorité que s'est donnée le parti. Le PQ mettra bien sûr sur les controverses qui sont nées de projets de loi du PLQ, mais aussi sur des candidats de qualité comme Pierre Curzi dans Borduas.



des 125 sièges du parlement provincial? Mario Dumont aura eu le mérite de susciter l'attention du grand public sur les débats concernant les accommodements raisonnables, débats que l'ADQ semble littéralement s'être appropriés. Par contre, le parti traîne une très lourde dette des dernières élections et l'avenir n'est pas très rose. Peu de gens pourraient nommer un autre député

Enfin, l'Action démocratique du Québec saura-t-elle cette fois aller chercher plus de quatre

adéquiste que Mario Dumont et le parti à droite de l'échiquier politique a de la difficulté à faire connaître sa vision du Québec. Est-ce une dernière chance pour l'ADQ? Possible, mais pour que l'élection soit satisfaisante pour son chef, ce dernier devra rallier une équipe adéquate et surtout présenter des engagements réalistes et chiffrés à l'électorat québécois. ⇨

Sources des logos :

www.plq.org
www.pq.org

www.adq.qc.ca
www.electionsequbec.qc.ca

Pour ce qui est de l'élection qui semble approcher, un résultat est très difficile à prédire. En effet, l'électorat semble drôlement volatil, car les intentions de vote dans la dernière année semblent avoir évolué en dents de scie, tendance qui risque que de se confirmer pendant la campagne, au gré des bons et mauvais coups des chefs et de leur parti. De plus, nul ne peut évaluer combien de péquistes vont renier leur parti à cause du chef; combien de libéraux de droite voteront pour l'ADQ et combien d'adéquistes vont, devant le bulletin de vote, changer d'avis à la dernière minute.

Il faut aussi considérer que le PLQ doit gagner un nombre de votes substantiellement plus élevé que le PQ ne doit le faire pour former le gouvernement, car il y a concentration du vote dans certaines circonscriptions dites libérales et que c'est bien le nombre de députés qui compte, pas le nombre de voix! Pour conclure, je crois que cette élection sera une façon pour les Québécoises et Québécois de s'exprimer sur des grands enjeux de leur société; soit la santé, l'éducation, l'intégration des nouveaux arri-vants et leur avenir politique.

SOCIÉTÉ

Tous sont égaux, certains le sont plus que d'autres

— SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE —

RÉMI DION

Tout d'abord faut-il savoir de quoi il s'agit. En bref, les accommodements raisonnables sont les mesures prises afin de respecter les libertés non-complémentaires. Le mot liberté prend ici tout le poids du débat : où s'arrête donc la liberté de l'un afin que celle de l'autre puisse commencer? Le cœur du problème est précisément là : la société québécoise est composée d'une variété culturelle très importante et il en émerge des différences qui font toute la richesse de sa population. Ces différences dans les habitudes et les modes de vie ont requis des changements et une évolution s'est opérée

afin de faciliter l'intégration et l'acceptation de chaque individu.

Les pays nord-occidentaux que sont les États-Unis et le Canada ont également une grande diversité ethnique et devrait, par conséquent, posséder une solidarité, une sagesse et force hors pair. En effet, un peuple aussi diversifié devrait pouvoir tirer profit des différences et en extraire un enseignement. Malheureusement, cette force qui devrait émaner du peuple et l'unir est utilisée contre lui. Les individus, plutôt que de s'unir en un seul ensemble, se regroupent en sous-ensembles bien distincts et s'imperméabilisent, déchirant ainsi le tissu social.

Ces communautés sont fondées dans le but de protéger les valeurs religieuses, philosophiques, ethniques, sociales, économiques et ethniques. Chacune croit en sa vérité et vit en fonction de cette dernière. Malheureusement pour ces communautés, la vie ne se vit pas dans une bulle, elle exige une interaction constante avec l'environnement et entraîne parfois des collisions entre les valeurs et les vérités de ces communautés respectives. Ainsi, des murs ont été créés entre les groupes d'individus et il devient désormais difficile de communiquer, tellement l'écart culturel est grand.



Qui détient la vérité? Est-ce les Juifs¹ qui croient en la pudeur ou les Musulmans¹ qui respectent des lois alimentaires, les Hassidim¹ qui refuse l'égalité des sexes, les Chrétiens¹ qui s'oppose à l'homosexualité ou, encore, les laïcs qui souhaitent exclure tout élément religieux de la démocratie. Il va sans dire qu'on ne peut assumer que tous les individus d'un même groupe appuient de la même façon les valeurs du groupe. Des Juifs peuvent se révéler moins pudiques que le suggère leur religion, certains musulmans se permettent peut-être de boire de l'alcool à l'occasion, plusieurs hassidim n'en ont peut-être rien à faire des filles en tenue de sport dans les gym et des homosexuels peuvent être de fervents chrétiens!

Là où il y a un os, c'est « la

peur des excès » comme le suggère Steve Melançon, professeur de philosophie au CRLA. L'acceptation du port du kirpan amènera-t-elle les jeunes à revendiquer d'amener des armes à l'école sous prétexte que c'est leur croyance qui l'exige? La vérité, tout le monde croit l'avoir et, étrangement, elle diffère pour chacun. Plutôt que d'écouter, de converser, de reconnaître que la vérité n'est pas unique, on évite d'en parler et on ne s'efforce pas en vain pour faire accepter sa vérité, on préfère éviter le sujet avec ceux qui sont en désaccord et en discuter avec ceux ayant des affinités idéologiques.

Donc, le problème réside dans la ségrégation volontaire que favorisent ces groupes.

Au lieu de partager avec les autres la culture et les idéologies auquel on adhère, on s'enferme dans un cocon et on les protège. Le fossé est désormais si grand entre les cultures que leur cohabitation devient explosive et la communication, impossible. Maintenant, si une blague est faite sur les blondes, les féministes contre-attaquent et une simple allusion aux noirs, aux juifs ou aux musulmans devient une critique sévère. Désormais, toutes allusions à une minorité engendrent un tollé d'indignation. Comme me l'a fait remarqué un collègue, la clé ne se trouve pas dans la démonstration de nos différences mais bien dans la compréhension mutuelle de celles-ci.

Ainsi, peut-être l'espoir des Québécois est de voir toutes ces minorités respecter les traditions québécoises... un peu comme à Hérouxville où le code de vie adoptée par la municipalité posent des balises immuables dans le cadre d'une négociation avec d'autres communautés culturelles dans le but de protéger la tradition québécoise. Ce qui est intéressant ici, c'est que les habitants de Hérouxville et les gens qui appuient cette idéologie ont pris pour acquis qu'un québécois correspondait à un type particulier d'individu et que tous doivent s'y conformer. Ce qui est pratique pour eux, c'est que le type d'individu qu'ils ont choisi parle français et est chrétien ou laïc... Cependant, les arrivants ne satisfaisant pas à l'exigence devront modifier leurs agir et leurs valeurs profondes. Il est intéressant que le Québécois se définissent par une langue : afin de protéger cet héritage français, la loi 101 prend sa défense. Ce qui rappelle que les Canadiens français ont eu besoin de protéger leur langue alors qu'ils étaient en minorité (au Canada)! Suivant le raisonnement de ceux qui appuient la décision d'Hérouxville, il faut protéger nos valeurs en empêchant les minorités de vivre avec leurs valeurs si elles entrent en conflit avec les nôtres. Si un tel raisonnement avait été appliqué il y a trois cent ans, les Québécois seraient peut-être encore sous la tutelle de l'église et l'égalité des droits, la pierre angulaire du système judiciaire occidental, ne serait sans doute pas même reconnue. ⇨

¹ Aucune religion n'a été visée en particulier, l'énumération ne sert qu'à illustrer la divergence des valeurs de tous et chacun.

La charte des droits et libertés a permis aux Québécois de créer l'entité de citoyen, celui qui est libre, égal et fraternel par rapport aux autres citoyens. Elle ne doit pas être amendée maintenant qu'elle ne fait plus notre affaire. Tous sont égaux et doivent avoir droits à cette charte qui a amené le Québec tel qu'il est. Comme Pierre Légaré le suggère, la réflexion qu'engendre la question des accommodements raisonnables est un pas vers une évolution sociale qui marquera l'histoire.

Le Québécois, sans couleur ni de religion, est rendu à l'heure du partage. Pour résoudre cet

épineux problème, il faut cesser de vivre en bulle, échanger les connaissances, les idéologies et les valeurs. Il est temps d'abattre ces murs que nous avons construits afin d'y voir plus clair. Pour commencer, on pourrait peut-être se débarrasser du crucifix à l'assemblée nationale.

« Le Québécois, sans couleur, ni de religion, est rendu à l'heure du partage. »

Pour en savoir plus sur Pierre Légaré et les accommodements raisonnables :
<http://www.radio-canada.ca/radio/christiane/modele-document.asp?docnumero=32388&numero=1880>.

SOCIÉTÉ

Pour un dégel des frais de scolarité

— SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE —

Toutes les universités du Québec baignent dans le rouge. Le sous-financement de celles-ci, évalué à 375 millions de dollars par la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), est une réalité dont les répercussions affectent la qualité de l'enseignement supérieur dans notre province. Notons que les recteurs de l'Université de Montréal, Laval, Sherbrooke et McGill se sont prononcés en faveur du dégel pour contrer ce problème. L'urgence d'un réinvestissement massif dans l'éducation postsecondaire pour corriger la situation fait consensus chez les partis politiques en lice pour le scrutin de fin mars. Tous n'ont cependant pas la même

approche. Au Parti Libéral du Québec (PLQ), les ministres du gouvernement Charest défendent à l'unisson l'engagement libéral de dégeler les frais de scolarité de 50 \$ par session jusqu'en 2012, pour ainsi ramener le coût par année universitaire (sessions d'automne et d'hiver) de 1700 \$ à 2200 \$, soit une augmentation de 30 %. Jean-Marc Fournier, le ministre de l'Éducation, estime qu'il s'agit d'un « geste essentiel pour l'avenir du Québec ». Sans surprise, l'Action Démocratique du Québec (ADQ) s'est également prononcée en faveur d'un dégel dans sa plateforme électorale. « L'éducation est l'affaire de tous. Le gel des

frais est irresponsable et contribue à étouffer les universités. Promouvoir son maintien relève de l'opportunisme politique », affirme son chef Mario Dumont. Le Parti Vert du Québec (PVQ), de son côté, propose d'indexer les frais de scolarité et l'aide financière aux étudiants à l'indice d'inflation annuel. Par ailleurs, le Parti Québécois (PQ) a décidé de faire de l'éducation sa priorité nationale et soutient *mordicus* le maintien du gel. Québec Solidaire (QS) souhaite, quant à lui, augmenter le financement de l'État pour réduire progressivement les frais jusqu'à atteindre la gratuité scolaire. « Les étudiants sont déjà suffisamment endettés et même si l'on augmentait leurs frais, cela ne résorberait jamais

le déficit », remarque sa porte-parole Françoise David. En revanche, le parti propose d'imposer davantage les professionnels ayant un revenu supérieur qui ont fait des études universitaires.

Un futur dégel, tel que proposé par certains partis politiques, est cependant loin de plaire aux principales associations étudiantes qui promettent de mener une campagne agressive. L'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE) – certainement le plus utopiste des syndicats étudiants qui prône entre autres la gratuité scolaire pour tous – et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) brandissent déjà la menace d'une grève générale illimitée en cas de dégel des droits de scolarité. Pour ces regroupements, il est inadmissible d'en demander davantage aux étudiants, et ce, malgré l'inflation annuelle et le fait que le salaire minimum ait augmenté de 30 % depuis 1994, d'autant plus que la moyenne canadienne, beaucoup plus élevée, se chiffre à 4347 \$ par année universitaire. Il faudrait presque tripler nos droits de scolarité actuels pour égaliser ce montant. Force est d'admettre que les étudiants québécois jouissent d'un des tarifs les plus bas au monde. Néanmoins, il semblerait que ce soit encore trop cher payer pour un tel service... Soyons rationnels, assurer le maintien du gel éternellement compromettrait le déficit zéro et assurerait sans équivoque le gonflement de la dette québécoise, qui, d'ailleurs, continue toujours d'augmenter (122,4 G\$ actuellement, en hausse de 4,1 G\$ par rapport à 12 mois plus tôt) ; une dette que notre génération, aussitôt sortie des bancs d'école, aura à assumer. Il ne fait point de doute que ces associations font preuve de démagogie pour encore profiter davantage du système. Il leur est facile de rallier des masses d'étudiants à leur cause, l'idée de la gratuité scolaire ne pouvant pas déplaire à quiconque, bien qu'absolument irréaliste et déraisonnable.

Bref, le dégel des frais de scolarité s'avère être une approche pragmatique et adéquate qui permettrait à nos universités de rester compétitive quant à l'enseignement qu'on y dispense. Qui plus est, cette mesure contribuerait à responsabiliser les étudiants en les positionnant au centre du système d'éducation en tant qu'utilisateurs-payeurs déterminés à réussir, substituant ainsi en parti un État qui se portait jusqu'alors garant de leurs échecs.

Vous êtes étudiant en première année?

L'actualité, les débats, la politique, l'environnement et/ou la culture vous intéressent?

Esquisses est à la recherche d'élèves de votre cohorte pour diversifier les sujets traités dans ce journal et assurer la pérennité du média. Venez nous rencontrer le jeudi 1^{er} mars à 13h00 au local A231 (local du C.A.S.) ou écrivez-nous à l'adresse suivante :

journal.esquisses@gmail.com

Ce journal écologiquement responsable est imprimé sur du papier 100% postconsommation blanchi sans chlore. Il est aussi recyclable.

